

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE  
ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LE STATIONNEMENT**

LE MAIRE DE CALUIRE ET CUIRE

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.3642-2, L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1<sup>er</sup>, L.2213-5, L.2213-6-1 ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** le Code de la Voirie Routière ;

**VU** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**VU** le Règlement Général de la Circulation de Caluire et Cuire du 15 juillet 1968 et ses annexes ;

**VU** la demande **du 9 avril 2021** présentée par **Le Service bureau d'étude de la Ville de CALUIRE ET CUIRE – Place du Docteur Frédéric Dugoujon – 69300 CALUIRE ET CUIRE** pour le compte des entreprises **OPTIMA DIFFUSION, MENUISERIE AGENCEMENT CHARPENTE, LES MENUISIERS DU RHONE, SAS EDP, EG3P et NEW CLIM** ;

**Considérant** que pour permettre le stationnement des véhicules de chantier, **rue Jean Moulin à Caluire et Cuire**, il y a lieu de réglementer le stationnement comme suit :

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** – **Du 3 mai 2021 à 7h00 au 31 août 2021 à 18h00**, le stationnement de tout véhicule sera interdit rue Jean Moulin, parking du Radiant, sur les trois places situées à côté des toilettes publiques.

**ARTICLE 2** – Le demandeur devra prendre toute disposition pour prévenir tout danger éventuel, il sera responsable de tout accident pouvant survenir du fait de la présence de son véhicule à cet emplacement.

**ARTICLE 3** – **LE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL** devra mettre en place la signalisation adaptée 72 heures à l'avance. Il conviendra de prévenir impérativement la Police Municipale au 04.78.98.81.47, afin de faire constater la pose des panneaux d'interdiction de stationner, au moins 48 heures avant. À défaut, aucune intervention ne pourra être effectuée pour l'enlèvement des véhicules en infraction.

**ARTICLE 4** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Caluire et Cuire, Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la Force Publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté. Tout recours contre la présente décision doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois à partir de la décision.

**Caluire et Cuire, le  
Philippe COCHET**

**Pour extrait conforme,  
Le Maire**